L'égalité des (mal)chances ou l'(in)égalité des chances

Gilles de Robien a présenté le 13 décembre 2005 son plan pour l'éducation prioritaire.

« *L'éducation prioritaire change d'esprit* » : l'élitisme républicain pour les plus méritants et les plus motivés, les PME pour ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'investir à l'école et, pour tous les autres, les établissements environnants de secteur qu'ils soient en éducation reconnue prioritaire ou non.

« *Aujourd'hui, on donne trop peu, à trop de monde. D'ailleurs, on ne donne pas vraiment à des « personnes », mais à des « zones », qui sont définies de manière trop vague, trop hétérogène, pour des effets qui sont, en conséquence, insuffisants* ». Ce qui résume assez bien les objectifs de cette « *nouvelle logique* » du Ministre de l'Éducation nationale.

Après quelques caresses envers les professeurs de ZEP saluant leur travail, reconnaissant leur fatigue, Gilles de Robien annonce que tout cela était vraiment peu efficace. « *L'égalité des chances* » était bafouée par les critères variables d'affectation en ZEP. « *Aujourd'hui, on donne trop peu, à trop de monde* » ce serait parce qu'on saupoudre qu'il y aurait autant d'élèves en éducation prioritaire (20 %).

« *On ne va plus découper des zones mais définir des publics* ».

Niveau I : les collèges « *ambition réussite* » avec les écoles de leur secteur ;

Niveau II : zone urbaine moins sensible, mixité sociale plus grande qui conserverait les moyens actuels ;

Niveau III : établissements ZEP/REP qui ont vocation à sortir dans les 3 ans de l'éducation prioritaire.

L'éducation prioritaire de Gilles de Robien ignore et méprise la maternelle et l'école élémentaire. Dans son long exposé, quelques mots sur la première pour l'inviter à « *faire parler chaque enfant* », quant à la seconde il ne l'évoque que pour lui ordonner d'apprendre à syllaber.

Tout serait joué en début de CE1 avec la mise en place des premiers projets de réussite éducative (PPRE).

Quatre critères de définition sont retenus pour être collège « *ambition réussite* » : une situation sociale des familles avec plus de 2/3 de catégories socioprofessionnelles défavorisées, un retard des élèves de plus de deux ans à l'entrée au collège, l'évaluation des résultats de 6^{ème} et le nombre d'élèves non francophones.

200 à 250 collèges particulièrement en difficulté (sur 1 098 collèges actuellement en ZEP) deviendront ainsi des collèges « *ambition réussite* ».

Pour « *réduire les inégalités culturelles* », ambition pour 10 % des élèves, avec les filières d'excellence, les bourses au mérite

et les tuteurs venant des grandes écoles et relégation pour les 90 % restants.

Le discours adressé aux jeunes est sans ambiguïté :

« *Si tu es peu cultivé, c'est que tu le veux bien, fais un effort et tu auras une bourse et en plus si tu es motivé, tu pourras travailler avec un camarade des zones cultivées* ».

Pour que « *les adolescents des quartiers difficiles puissent poursuivre leurs études et découvrir toutes les filières sans être arrêtés par leur origine sociale* », les élèves méritants qui auront mention « bien » ou « très bien » au brevet des collèges auront le droit de déroger à la carte scolaire et ainsi de rejoindre les lycées d'excellence. Les lycées de banlieue se verront privés des meilleurs élèves et leur ghettoïsation s'enracinera davantage.

Pour « *ouvrir plus tôt les horizons des élèves en difficultés* » des mesures de sortie du système éducatif avec trois heures de découvertes professionnelles dès la 4^{ème}, cela revient à anticiper l'échec des élèves dès la 5^{ème}.

On vide les collèges des jeunes « décrocheurs », on vide les lycées des méritants motivés. Que reste-t-il dans l'éducation populaire ? Une masse de jeunes peu cultivés, adaptables à la société et instruits des savoirs opératoires et civiques indispensables ; pour elle un « *socle commun* » pas encore défini mais certainement sans « *humanités* » qui coûtent plus qu'elles ne rapportent.

Pour « *aplanir le fossé numérique* », les collectivités locales prêteront des ordinateurs avec des contenus pédagogiques numérisés. Sécurité d'une pédagogie unique et labellisée pour un vaste marché en perspective !

Quand on retire les mesures d'excellence, il reste un petit catalogue pédagogique : des études surveillées obligatoires ouvertes aux associations, des dispositifs d'encadrement éducatif parascolaires, un « *livret de compétences* », la mise en place de groupes de compétences pour des parcours différenciés, le bannissement du redoublement... Quelques mesures intéressantes, déjà pratiquées, mais quelles incidences lorsqu'elles sont mises en place sans le projet éducatif adéquat ?

Cette nouvelle logique de l'éducation populaire est cohérente avec celle du système éducatif, elle confirme l'éducation de deux jeunesse dans des temps et espaces différents. L'élitisme républicain ne voulant rien perdre des « talents » potentiels renforce la méritocratie et l'individualisme à l'intérieur même des zones d'exclusion.

Catherine Chabrun